

PLANÈTE Océans

UNOC : « Les effets du multilatéralisme environnemental sont déjà là »

Professeur de géopolitique, Pierre Blanc analyse les efforts diplomatiques sur le front climatique et environnemental à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur l'océan de Nice, qui s'est achevée vendredi.

Propos recueillis par Matthieu Goar

Publié le 13 juin 2025 à 19h00, modifié le 13 juin 2025 à 19h12 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Le traité BBNJ, l'accord conclu dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, à Nice, le 9 juin 2025. LUDOVIC MARIN / AFP

Enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et à Bordeaux Sciences Agro, Pierre Blanc est l'auteur de *Géopolitique et climat* (Presses de Sciences Po, 2023).

La Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC) à Nice démontre-t-elle que la diplomatie environnementale et climatique tient le choc dans un contexte de crises géopolitiques multiples (Gaza, Ukraine, Trump...) ?

Les avancées de l'UNOC 3 montrent une certaine vivacité du fonctionnement multilatéral. Soixante Etats se sont engagés dans le processus de ratification du traité sur la haute mer ou l'élargissement des aires protégées. C'est loin d'être anodin. Tout cela n'est bien sûr qu'un jalon sur un chemin long et sans doute très escarpé. La résurgence de la guerre interétatique entre l'Ukraine et la Russie, l'assaut des mouvements nationaux-populistes qui prennent les démocraties à revers, et l'incandescence identitaire dans la Corne de l'Afrique, au Sahel, au Proche et au Moyen-Orient... Le multilatéralisme est profondément bousculé par le retour du paradigme identitaire dans plusieurs endroits du monde.

Lire le récit : [UNOC : à Nice, la communauté internationale au chevet d'un océan en détresse](#)

Malgré ce contexte, les sommets environnementaux s'enchaînent et montrent une certaine résilience. Ce n'est pas parce que les Etats-Unis et la Russie s'enferment que toute la planète se trouve paralysée. La plupart des pays souffrent de la dégradation de l'environnement et ils demandent à avoir voix au chapitre. On le voit particulièrement sur le climat, dont les changements ont des conséquences dans beaucoup de régions et obligent des Etats à faire entendre leurs exigences contre l'immobilisme. On le voit aussi avec l'océan, dont beaucoup de pays côtiers subissent la dégradation, que ce soit au travers de la pêche ou de la pollution.

Certains pays occidentaux continuent donc à tenir le cap ?

Oui, des Etats s'engagent en ayant conscience que l'environnement est un soft power de leur puissance. C'est en particulier le cas de certaines nations européennes, dont la France. Le Brésil, la Grande-Bretagne et l'Australie agissent de la même façon. Mais cette volonté est menacée par les assauts du national-populisme, qui pourraient ruiner ces ambitions. On le voit en Europe, où les agendas environnementaux de certains exécutifs, y compris celui de la Commission européenne, marquent le pas, par peur des succès électoraux de formations climatosceptiques.

Lire aussi l'analyse | [La reculade sur le climat, un signe de la pression du populisme](#)

Les coalitions thématiques sont-elles une des façons de faire vivre ce multilatéralisme ?

Les coalitions d'intérêt permettent d'orienter et d'impulser. Dans les Conférences des parties pour le climat [COP], des coalitions de pays du Sud ont ainsi permis d'avancer sur la question des pertes et dommages, jusqu'à la création d'un fonds à la COP27, en 2022. Il en est de même autour de la gestion des océans. Une coalition de 36 Etats appuie le moratoire lancé par la France en vue de la préservation des grands fonds marins qui font face à l'exploitation minière, alors qu'ils sont encore largement méconnus mais sans doute riches en biodiversité et en potentiel scientifique.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Mais, au-delà des coalitions entre Etats, d'autres fourmillent, mêlant ONG, entreprises et collectivités. Elles sont des aiguillons dans les négociations internationales. Le multilatéralisme ne saurait se réduire aux seuls représentants étatiques, et il faut aussi compter sur l'énergie sociale, dont parle mon collègue Bertrand Badie [*le politiste spécialiste de la sociologie des relations internationales et professeur émérite à Sciences Po Paris*]. Par exemple, sur la question des océans, une nouvelle coalition mobilise les territoires littoraux autour des cinq grandes crises : l'eau, l'alimentation, la santé, le climat, la biodiversité. L'objectif de cette coalition est de proposer une approche intégrée et systémique, pour adapter les zones côtières, compenser les impacts irréversibles et éviter les

mauvaises décisions.

Le risque n'est-il pas celui de mots sans effets, avec des grandes puissances prédatrices poursuivant leurs agissements sans changement ?

La question renvoie effectivement à deux mouvements contradictoires : une nécessité vitale de régulation d'un côté, et une hubris de prédation d'un autre. Il est donc vrai que, devant les enfermements prédateurs des uns – et la liste est longue –, on pourrait céder au découragement. Mais les effets du multilatéralisme environnemental sont déjà là. Que serait, par exemple, la trajectoire climatique de la planète, déjà inquiétante, si les COP successives n'avaient pas créé une certaine pression sur les Etats ?

Si le traité sur la haute mer a pu recevoir à Nice l'engagement de plus de 60 Etats pour le ratifier, moins de deux ans après avoir été lancé, c'est grâce à l'UNOC. Bien sûr, tout cela appelle ensuite la mise en place d'actions concertées qui sont de plus en plus urgentes.

Lire aussi | [UNOC : à Nice, des Etats appellent à un « traité ambitieux » pour mettre fin à la pollution plastique](#)

Sur le long terme, le rapport de force peut ne pas être favorable aux Etats prédateurs. De sommet en sommet, de mobilisation en mobilisation, leur attitude est sous le feu de critiques qui montent en intensité. Le monde est partagé entre des appétits de prédation et une soif de régulation, mais aussi entre des dérives autoritaires et des demandes d'émancipation. Espérons que la bascule se fasse dans le bon sens.

Matthieu Goar

Services *Le Monde*

Découvrir

Retrouvez nos derniers hors-séries, livres et Unes du Monde

Mots croisés, sudoku, mots trouvés... Jouez avec nous

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Voir plus

